PREMIERE ANNEE. — N° 38. SAMEDI 16 DECEMBRE 1916.

Ce qu'il faut dire...

10 Centimes

PARAISSANT : A Paris, le Vendredi. En province, le Samedi.

ABONNEMENTS

PARIS ET DÉPARTEMENTS :
Un an..... 6 Fr. Six mois..... 3 Fr.
Trois mois..... 1 Fr. 50
ETRANGER : Un an..... 8 Fr.

RÉDACTEUR-PRINCIPAL : SÉBASTIEN FAURE

RÉDACTION & ADMINISTRATION :
PARIS — 69, Boulevard de Belleville, 69 — PARIS

ADRESSER TOUT CE QUI CONCERNE LE JOURNAL A L'ADMINISTRATEUR

SOMMAIRE :

L'Allemagne propose la paix	SÉBASTIEN FAURE.
La prime aux riches	CANDIDE.
La conscience de M. Roux-Costadau	SÉBASTIEN FAURE.
James Guillaume	MAURICIUS.
Pensées sauvages	A. T.
Voix féministe	JULIA BERTRAND.
Arrestation du camarade Lecoin	S. F.
Propreté et moralité	A. MIGNON.
Un scandale	T.
Petits faits de la semaine	A. M.
L'Homme-Machine (Suite et fin)	RAYMOND PÉRICAZ.
Bougonnades	CONSTANT BOUGON.
Critique littéraire	HAN RYNER.
Ce qui se dit, ce qui se fait	GÉNOLD.
Dans les Syndicats. — Divers	

L'ALLEMAGNE PROPOSE LA PAIX

ARTICLE CENSURÉ

La conscience de M. Roux-Costadau

M. Roux-Costadau n'est pas de nos amis.

Il a une façon de protester contre la guerre actuelle qui n'est pas du tout la nôtre.

Ecoutez-le plutôt (1) :

Notre devoir à nous, représentants du peuple, à vous, ministres, était d'entrer dans cette guerre avec des âmes farouches, sombres et implacables, c'était de vous montrer vigilants, inquiets de tout ce qui pouvait être nuisible aux intérêts et au salut de la Patrie ; c'était de ne pas attendre les événements pour les suivre, mais de les prévoir, afin de les faire servir à nos desseins ; c'était de commander avec autorité, de briser sans pitié toutes les indolences, toutes les résistances, les lâchetés et les torpeurs, pour le rapprochement de la victoire.

Eh ! bien, messieurs, qu'avons-nous fait ?

Nous avons dansé sur les flots, à la merci du déluge ; nous avons fait la guerre au trimestre, à la semaine, au jour le jour, et à présent, nous ramassons les fruits empoisonnés qui sont tombés de l'arbre des béatitudes.

Et M. Roux-Costadau ajoute (2) :

Loin de moi la pensée de vous empêcher de faire la guerre, de bien la faire, d'énergiquement la conduire, de la conduire dictatorialement si vous voulez ; mais attendez que j'aie exprimé ma pensée tout entière.

Nous partageons le sentiment d'un écrivain anglais, Bertrand Russel, persécuté dans son pays ainsi qu'on persécute en ce moment dans tous les pays, y compris le nôtre, tous ceux qui essaient de mettre un terme à cette œuvre de folie furieuse, de meurtre et de dévastation.

« Si la guerre dure longtemps, écrit-il, tout ce qu'il y avait de bon dans les idéals de l'Allemagne, de la France et de l'Angleterre aura péri comme périrent les idéals des Spartiates et des Athéniens pendant la guerre du Péloponèse. Les trois races et tout ce qu'elles avaient apporté à la civilisation seront épuisées, et la victoire deviendra aussi stérile, aussi désastreuse que la défaite. »

Cette citation caractérise lumineusement le point de vue de M. Roux-Costadau.

Le représentant de la Drôme blâme la façon dont la guerre est conduite ;

70 lignes censurées.

C'est une façon plus que médiocre d'apprécier ce formidable événement qu'est la guerre présente et de résoudre les graves problèmes qu'elle pose au cœur, à la raison et à la conscience des hommes de ce temps.

Asseoir son jugement sur le résultat du conflit armé, pis encore : sur la rapidité ou la lenteur de ce résultat, c'est d'une pauvreté philosophique sur laquelle il serait vain d'insister.

Autant dire : j'approuve la guerre à la condition qu'elle nous apporte la victoire rapidement et sans trop nous coûter. Je la blâme si elle nous conduit à la défaite ou à une victoire trop longtemps attendue et trop chèrement payée.

C'est la morale du succès, et M. Roux-Costadau se leurre certainement quand il affirme n'écouter que sa conscience.

Messieurs, j'ai interrogé ma conscience, car j'ai la prétention d'en avoir une et de l'avoir gardée pure de tout contact pernicieux. Ma conscience m'a dit : « marche ! ». Cela m'a suffi. Je marche.

Le député de la Drôme s'abuse. Lorsque, après vingt-huit mois de guerre, il déclare qu'il refusera de voter les crédits et d'accorder les soldats qui lui sont demandés, il ne peut soutenir qu'il cède aux objurgations d'une conscience scrupuleuse et délicate. Cette délicatesse et ces scrupules ne lui sont venus que bien ta

20 lignes censurées.

Tel est le cas de M. Roux-Costadau.

Je n'ai nullement l'intention de blesser celui-ci et je ne vise pas à lui être désagréable. Mais j'ai l'habitude de dire les choses comme elles sont, ou du moins telles que je les vois.

***

Le député de la Drôme n'en a pas moins prononcé récemment, à la Chambre, un de ces discours que la presse a le devoir de signaler à l'attention publique.

J'extrais de l'*Officiel* (3) les passages essentiels de ce discours :

Messieurs, le sort de l'Europe est entre les mains de ses gouvernants. Les uns, manifestant leur scélératesse, ont déchaîné la guerre ; les autres, démontrant leur incapacité, n'ont pas su l'arrêter. Après avoir déchiré, torturé, égorgé, pendant plus de deux ans, dix millions d'hommes, les plus beaux, les plus sains, les meilleurs de toutes les nations, ils poursuivent avec rage une hideuse entreprise. La victoire s'est refusée aux premiers comme aux seconds et, à l'heure qui sonne, nul ne peut entrevoir le terme de cet effrayant cataclysme.

Voilà le fait brutal, messieurs, vu de très haut et de très loin, et qui m'inspire une froide résolution : pas un centime, pas un soldat. Je refuse les crédits provisoires.

En ce qui me concerne, je ne participerai plus à cette boucherie. Je ne veux plus que, à cause de mon consentement, un enfant râle sur les champs de bataille à côté de son père qui expire.

M. Roux-Costadau. — Il y a, messieurs, d'un bout à l'autre de la terre, toute inondée de sang et baignée de larmes, un cri d'angoisse et de terreur qui monte jusqu'à ceux qui sont les maîtres des peuples, une voix dont il sera impossible désormais d'étouffer les avertissements et qui supplie que l'on essaie, avec courage et sincérité, d'arracher à ce gouffre de douleur et d'ignominie la race blanche et la civilisation, la France et l'Europe.

M. Roux-Costadau. — Le parlementarisme consiste à dire le pour et le contre. Les hommes peuvent être courageux en disant le contraire, l'absolu contraire de ce que pensent leurs adversaires.

Nous ne serions pas dignes de rester sur ces bancs et de représenter la nation la plus héroïque du monde si nous retardions l'heure pénible, mais inévitable, où chacun doit prendre ses responsabilités.

Nous sommes invités à voter des crédits, c'est-à-dire à ajouter quelques milliards de plus aux nombreux milliards déjà dépensés. Or, voter les crédits, ce n'est pas seulement vouloir continuer la guerre, c'est accepter sa conduite dans les conditions où elle a été conduite...

... C'est admettre sciemment, clairement, en pleine connaissance des réalités et avec obstination cette redoutable formule de l'usure et de l'épuisement à l'extrémité de laquelle je tremble d'apercevoir l'écroulement de nos rêves, la ruine de notre patrie...

...Que dis-je, le recommencement pour toutes les patries, d'une existence misérable, d'une ère barbare.

M. Roux-Costadau. — Si j'étais mis dans l'impossibilité de m'expliquer, alors je vous prierais d'être logiques jusqu'au bout. Vous introduirez les censeurs dans cette Assemblée ; vous chasserez les représentants du peuple par le moyen de quelques fantassins commandés par un caporal ; vous renverserez la tribune et vous la briserez ; vous proclamerez l'infaillibilité des ministres, la dictature des généraux et vous décréterez qu'il n'y a plus un seul endroit où la liberté puisse trouver asile...

Messieurs, depuis deux ans on nous raconte que pour sauver le pays il faut se taire. Tout le monde s'est tu en France...

...Et les Allemands n'ont pas bougé de Noyon ! On pouvait alors supposer que l'expérience était concluante et que ce morne silence n'aboutirait à rien. Pas du tout, on s'est mis à le renforcer. Tout ce qui fonde la démocratie a été brisé. Il n'y a plus de liberté de la pensée...

...Il n'y a plus de liberté de la presse. Je vous l'ai dit, messieurs, si la censure existe, elle existe par votre faute...

La plus légère critique des actes des ministres est interdite. La censure veille à ce qu'ils se tiennent éloignés du peuple, semblables à des demi-dieux ; elle monte la garde dans leurs antichambres...

M. Roux-Costadau. — Les journalistes sont à ses pieds ; ils reçoivent chaque matin les étrivières...

On nous ment dans la presse, avec un cynisme incroyable ; on ment par ordre et par cupidité...

M. Roux-Costadau. — L'institution de la censure est un acte de trahison contre la patrie. La surveillance des questions militaires et diplomatiques n'est qu'un prétexte à l'accomplissement de ses méfaits. Elle couvre toutes les turpitudes, toutes les lâchetés, tous les gaspillages ; elle défend de faire allusion aux dilapidations d'argent, aux tripotages, aux abus et aux concussions ; elle interdit de dénoncer les actes d'arbitraire et de favoritisme, les incuries et les incompétences de la bureaucratie ; elle empêche de signaler certains contrats de fournitures, les réquisitions au prix fort, le trafic des levées de séquestre, les salaires des « missions de propagande », les grosses soldes, et le scandale des [illegible] quelques mois sur les malheurs du pays !

Je suis terrifié par cette descente rapide de la France vers les abîmes. Je suis épouvanté par la stérilité de nos méthodes militaires et diplomatiques.

Je suis anéanti par le pressentiment des suites de cette aventure, la destruction systématique de la race, l'immensité du cimetière, l'entêtement et l'insensible sérénité de ceux qui mènent les nations de l'Europe, poussées les unes après les autres, ainsi qu'on accompagne un vil bétail, sous la hache et sous la massue de ses propres bergers transformés en bourreaux.

M. Roux-Costadau. — Déjà, dans une précédente intervention, M. le président du conseil était venu répondre sans répondre à de très légitimes inquiétudes. Il ne m'avait pas entendu ; il ignorait ma véritable pensée, et se livrant à ce jeu facile qui consistait à me prêter des intentions absentes de mon esprit, il avait détourné sur elles le souffle impétueux de son éloquence.

Mais je ne serai pas dupe davantage. La musique ne vaut rien contre la statistique. La phraséologie chauvine demeure stérile devant une froide démonstration. Agiter des lanternes, c'est bien ; mais les éclairer, c'est encore mieux. On ne guide pas une grande nation, comme la nôtre, avec des brouillards et des chimères, on l'habitue à la connaissance des réalités. La démocratie n'est possible que fondée sur la vertu ; et la première de ces vertus, autant pour les collectivités que pour les individus, c'est la recherche courageuse de la vérité.

Messieurs, qu'a-t-on fait ? On a tué, on a sacrifié sans compter, avec une frénésie démente et sauvage des milliers et des milliers de vies humaines.

M. Roux-Costadau. — A ce régime de la meule qui broie la chair de nos meilleures générations, on détruit la race et on compromet pour toujours l'existence de cette glorieuse nation. La lourde pierre tourne. Elle tourne avec lenteur, impassiblement, jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'il ne reste plus rien. Les armées grattent ces murailles avec leurs ongles et réussissent quelquefois à détacher des gravats, mais c'est tout. Sur l'Yser on ne passe pas ; à Verdun on ne passe pas ; en Orient, après la retraite, s'opère le rétablissement, après le rétablissement on recommence la retraite, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les Allemands soient prisonniers des Russes et tous les Russes prisonniers des Allemands.

M. Roux-Costadau. — Quant aux morts, je n'essaierai plus de les compter. A quoi servirait-il que je vous accompagne dans l'avenue des tombeaux !

On nous annonce l'allongement du front anglais. C'est un résultat, à moins que ce ne soit un geste sans importance. Car j'ai beau regarder, je ne vois aucun symptôme de la diminution de nos sacrifices. Vous maintenez nos vieilles classes sous les drapeaux, vous proposez la revision des réformés, vous préparez l'appel de la classe 1918 et vous allez jeter dans la fournaise les agneaux de la bergerie, toute la chair vivante de la race, et pendant que vous conduisez les derniers Français à ces horribles holocaustes, le colonel Repington écrit à la date du 16 novembre « qu'il y a trois ou quatre millions de citoyens d'âge militaire, dans les îles britanniques, qui poursuivent tranquillement chez eux leurs occupations. »

Il ne faut pas se contenter de banales promesses. Selon la juste expression de M. Deschanel, la France a tout donné pour la sécurité de ses alliés. Est-ce que les alliés ont tout donné pour le salut de la France ?

Est-il besoin de dire que ce langage a provoqué l'indignation de la Chambre ?

S'en étonner serait naïf.

Il serait plus naïf encore de penser que, en lisant ces extraits de l'*Officiel*, le pays partagera cette indignation.

Sébastien FAURE

(1) Le *Journal officiel* du 10 décembre 1916, page 3.591.

(2) Le *Journal officiel* du 10 décembre 1916, page 3.592.

(3) Le *Journal officiel* du 10 décembre 1916, page 3.589, 3.590, 3.591 et 3.592.

Propos Candides

LA PRIME AUX RICHES

Moi je suis un type dans le genre de Marcel Sembat, je m'y connais en poésie, mais je ne sais pas faire marcher les trains. Je n'ai également que des connaissances fort rudimentaires dans la mathématique, et si M. Briand avait par hasard jeté les yeux sur moi pour conduire le train des finances dans la nouvelle combinaison ministérielle, je le prierais de n'en rien faire.

Seulement comme j'ai sous les yeux le rapport de M. Klotz sur les dépenses prévues pour le premier trimestre de l'année 1917 et le rapport de M. Raoul Péret sur les impôts nouveaux, je me permettrai de jeter je ne dirai pas mon grain de sel, car le sel est hors de prix, mais tout de même mon mot dans le débat.

Eh bien voilà ! La commission du budget présidée par M. Klotz a prévu pour les mois de janvier, février et mars de l'année 1917 un total de dépenses s'élevant à 8 milliards 623.997.000 francs. C'est une paille. Si l'on m'avait consulté, j'aurais certainement réduit ce budget de plusieurs milliards, je ne vous dirai pas comment, car M. Maruéjouls ne m'en a pas donné la permission. Mais on ne m'a pas consulté, et je crois, d'ailleurs, vous avoir dit que j'étais en ces matières d'une incompétence profane. M. Péret, au contraire, est un économiste tout à fait distingué. On l'a donc chargé de dresser une liste d'impôts destinée à récupérer ces milliards qu'on enverra aux Boches sous forme de ferrailles et de fumée. Et M. Raoul Péret n'y a pas été — révérence parler — avec le dos de la cuiller. Il a même, amones, cardamones, girofles, cannelles et autres muscades se voient augmenter de 4 francs par 100 kilos.

Le sel attrape 80 francs d'amende ; quant au poivre, il est singulièrement poivré par une taxe nouvelle de 104 fr. aux 100 kilos.

Ayant ainsi « dessalé » l'humanité, M. Péret comprit que les hommes n'auraient plus besoin de boire. Aussi les vins, cidres, bières et poirés prennent quelque chose pour leur liquide. Les bénévoles eaux minérales subissent elles-mêmes une persécution inattendue. « Tout le monde à la Wallace » tel est le cri égalitaire du rapporteur républicain.

Quant à ces écrivassiers qui perdent leur temps à écrire des lettres toute la journée, attends un peu : trois sous les timbres, huit sous les pneus... et ce n'est qu'un commencement.

Plus de téléphone, vous pouvez bien aller à pied faire vous-même vos commissions. A bas les tabagiques, fumez de l'eucalyptus, c'est meilleur à la santé.

Et surtout, ne vous avisez pas de tomber malade, les produits pharmaceutiques vont coûter tellement cher qu'il deviendra moins onéreux de boire une bouteille de champagne qu'un litre d'huile de foie de morue.

Il ne faut pas penser surtout que M. Raoul Péret nous plonge ainsi dans la mélasse, la mélasse subit elle aussi un impôt qui la met à l'abri des convoitises, et soucieux de diminuer le nombre des diabétiques, ce rapporteur philanthrope a surchargé le sucre d'une taxe raffinée de 40 francs par 100 kilos.

Pour les « clebs », au nom de la morale publique, qu'émeut profondément la « chiennerie » d'animaux sans pudeur qui s'accouplent en pleine rue sans même avoir un permis, M. Péret les zigouille sans émoi par un impôt direct de 60 francs par tête.

Après cette hécatombe, M. Péret a le sourire, il escompte une recette de 650 millions par an, soit 163 millions pour 3 mois. Ce n'est pas tout à fait les 8 milliards de M. Klotz, mais enfin c'est toujours un commencement.

Seulement M. Péret s'abuse. Avec les revenus de 3.000 francs qui forment la base de l'impôt sur le revenu, parce que d'après les études de la commission du budget, c'est le salaire moyen de la population française, c'est-à-dire le revenu maximum des trois quarts de la nation ; avec ces revenus de 3.000 francs, soit 250 francs par mois, il sera impossible à un ménage de se payer aucun des produits surtaxés. Evidemment, on peut vivre sans vin, sans tabac, sans sucre et sans poivre ; on peut vivre sans chien et sans eau minérale, sans écrire et sans téléphone ; on peut vivre avec un verre d'eau claire et un bout de panais, mais je ne vois pas les recettes budgétaires augmenter du fait de cette frugalité obligatoire.

Moi, j'aurais eu un projet plus simple. Il y a en France 150 individus qui possèdent plus de 100 millions, une dizaine plus de 500 millions, on aurait pu tranquillement leur demander de partager ; avec un minimum de 50 millions, on peut encore lutter contre la vie chère, et la France aurait trouvé tout cuits une quinzaine de milliards ; m'est avis que cela aurait rapporté davantage que de cherrer dans les épices et d'abîmer les eaux minérales.

Il est vrai que je vous ai dit que je n'y connaissais rien.

CANDIDE.

JE L'AI !

I. — A la librairie du journal C. Q. F. D.

Nous pensions bien que l'almanach de « **Ce qu'il faut dire...** » aurait du succès auprès de nos lecteurs. Toutefois nous n'osions espérer que ce succès serait aussi marqué.

Le dimanche 10 décembre, nos bureaux ont reçu la visite de plusieurs centaines de camarades venus pour se procurer notre almanach.

Les jours suivants, l'empressement a été moindre ; mais les acheteurs n'en ont pas moins été très nombreux.

Le succès de cette publication s'explique : « **Je l'ai !** » est un fort joli volume de près de 300 pages. La couverture en est coquette, souple et résistante, et son format permet à nos amis de le porter sur eux, aisément, commodément.

Il fourmille de renseignements utiles, de recettes et de conseils praitiques, ainsi que de ces notions élémentaires qui sont si précieuses aux travailleurs.

En voici l'index ;

1. Calendrier.
2. Agenda.
3. Vie pratique.
4. Courrier et expédition.
5. Recettes utiles.
6. La bonne guerre.
7. Enseignement et Education.
8. Le problème de la vie chère.
9. La question des loyers.
10. Le droit usuel.
11. Guide de médecine élémentaire.
12. Nutrition et Alimentation.
13. Sachons manger.
14. Notre table.
15. Mangez du raisin.
16. Un fléau social : l'Alcool.
17. Préceptes aux tuberculeux.
18. Sachons respirer.
19. Le travailleur devant le Conseil des Prud'hommes.
20. Les accidents du travail.
21. Les retraites ouvrières et paysannes.
22. L'assistance aux femmes en couches.
23. Les victimes de la guerre.
24. Travaux agricoles.
25. Notez vos adresses.

Le prix en est de **F. 1.25** pris à notre librairie, 69, boulevard de Belleville (XIe) et de F. 1.40 par la poste.

II. — Chez nos dépositaires de Paris

Nous avons annoncé que « **Je l'ai !** » serait mis en vente, en même temps que le présent numéro de « *C. Q. F. D.* » chez tous nos dépositaires de Paris et de la banlieue.

Nous avons le regret de ne pas tenir notre promesse. Notre imprimeur ne peut nous livrer en temps utile la grosse quantité d'exemplaires que comporte une mise en vente sérieuse à Paris. Nous sommes dans la nécessité de retarder **d'une semaine** cette mise en vente.

Notre almanach ne se trouvera donc en vente, à Paris, qu'à partir du **22 décembre**.

En attendant, nos amis pourront venir le prendre dans nos bureaux ou nous le demander par lettre (avec mandat de F. 1.40 par exemplaire).

III. — En province.

Nos camarades de province le trouveront, à partir du 23 décembre, chez tous les marchands de journaux et libraires qui vendent « **C. Q. F. D.** ».

S'ils désirent se le procurer avant cette date, qu'ils nous adressent leurs commandes. Par retour du courrier — mais nous les prions de tenir compte du retard avec lequel notre correspondance nous parvient — nous leur en ferons l'expédition.

C. Q. F. D.

JAMES GUILLAUME

En apprenant la mort de Guillaume, je me remémorai un mot que Domela Nieuwenhuis écrivit dernièrement dans son courageux quotidien. *De vrije socialist* : « C'est pour moi une grande tristesse que Kropotkine ne soit pas mort il y a quelques années. »

Je n'hésiterai pas beaucoup à appliquer la même phrase à James Guillaume. C'est toujours un spectacle douloureux que de voir une intelligence, jadis lucide, sombrer petit à petit sous le poids des années, au point de se renier soi-même.

Et quand ces intelligences sont parmi celles qui guidèrent nos jeunesses vers les lumineuses philosophies, qui ouvrirent à l'humanité les routes de l'idéal, la douleur s'avive de voir leur sénilité servir les intérêts, les hommes et les partis contre qui elles nous avaient appris à combattre.

Parler de Guillaume, c'est refaire l'historique de la première internationale : les travailleurs qui pour la première fois dressent leurs forces contre le capitalisme universel, le souffle émancipateur qui fait frémir dans le monde entier les déshérités écrasés depuis toujours sous le joug des maîtres, l'utopie des Morus, des Campanella, des Mably, des Cabet, des Owen, qui apparaît enfin accessible, réalisable, presque proche, par l'organisation ouvrière, la Révolution sociale qui remplace les Messies prometteurs de paradis et dont l'aube sanglante empourpre déjà le ciel de la justice et de l'égalité.

Ah ! les gouvernants peuvent mobiliser leur police et traquer les internationaux, la pensée révolutionnaire ira quand même réveiller les énergies, éclairer les consciences, susciter les révoltes. La pensée, c'est Bakounine qui la sécrète, c'est J. Guillaume, qui passe les nuits dans sa petite imprimerie de Neufchâtel, à la convertir en brochures, que le grand Russe lui-même passera sur son dos, en contrebande, en Italie et en Suisse.

Puis ce sont les dissentions intestines, la lutte au couteau entre le génial mais autoritaire *Marx* et le libertarisme de Bakounine. J. Guillaume, ancien professeur révoqué, descendant de ces vieux puritains protestants dans les veines desquels coule encore le sang des calvinistes, sectaires, intransigeants, dogmatiques, se place, par hazard peut-être, aux côtés du Russe contre l'Allemand. Mais il apporte dans cette lutte le fanatisme de sa race, jusqu'à l'injustice, jusqu'à la mauvaise foi. Le caractère de Guillaume est l'antinomie de l'anarchiste, mais cette nature droite, pure comme l'eau des sources du Jura, franchante comme un dogme, ne connaît ni faiblesse ni pardon. Dur aux autres, comme à lui-même, une fois sa parole donnée, sa voie tracée, sa religion établie, il en aurait accompli les rites jusqu'au suicide et jusqu'au crime.

De tels hommes peuvent faire de grandes choses, ils sont quelquefois dangereux.

Bakounine mort, Guillaume recueillit pieusement ses œuvres qu'il devait éditer plusieurs années plus tard, avec des notes biographiques, et bibliographiques remarquables.

Il écrivit lui-même les *Esquisses historiques* (1876), *Idées sur l'organisation sociale* (1876), *Deux mots sur la peine de mort* (1879), *Fais ce que veux* (1887), *Aux jeunes gens* (1890), *Les anarchistes, ce qu'ils veulent* (1893), et surtout son important ouvrage sur l'*Internationale, documents et souvenirs* (1905), auquel la documentation remarquable et l'érudition profonde donnent un intérêt historique et philosophique très considérable.

Quel dommage que l'impartialité de l'historien et les vues profondes du penseur soient obscurcis et faussés par le parti pris et la passion.

J. Guillaume, homme tout d'une pièce, n'évolua point. Les problèmes nouveaux surgissaient de l'évolution sociale, les illusions des premiers internationaux s'éclairaient aux lueurs des réalités, des modifications s'imposaient, et dans les conceptions et dans les méthodes, Guillaume restait figé, cristallisé dans ses pensées de 1870. Marx était mort depuis cinquante ans qu'il le poursuivait encore de ses invectives. La vieillesse, qui tombait lourdement sur ses épaules, le rendait plus acrimonieux, plus intolérant encore, son cerveau amolli retournait aux haines juvéniles, sa vision s'hallucinait, Marx n'était plus Marx, socialiste autoritaire, c'était Marx allemand, que dis-je ? c'était l'Allemagne.

Et Guillaume oublie les principes élémentaires par quoi l'Internationale qu'il contribua tant à fonder s'élevait au-dessus des frontières et dominait les nationalismes et les basses cupidités. Il s'avère patriote. Sous le pseudonyme *Un Vieux de la Vieille*, il écrit dans la *Bataille* des articles, violemment, sectairement antiallemands. Il va jusqu'à commettre, en pleine guerre, une brochure contre *Marx*, comme si, à travers les ans, le détracteur de Bakounine, survivait encore dans l'Allemagne contemporaine, et s'incarnait dans la pensée du kaiser.

L'hallucination est si forte chez J. Guillaume qu'il n'hésite pas pour anéantir ce fantôme qui le poursuit jusqu'au délire, à pousser à l'égorgement de millions de jeunes gens de cette classe ouvrière qu'il s'était donné comme mission de conduire au bien-être et à la liberté.

Guillaume est mort, paix sur lui, mais la parole de Domela résonne en moi comme un appel aux gestes nécessaires.

Des hommes comme Kropotkine, comme Tcherkesoff, comme J. Grave, comme Malato, comme J. Guillaume, dont la pensée rayonna sur le monde comme un flambeau et qui montrèrent aux foules martyres le chemin de la rédemption, auraient dû disparaître en pleine maturité, en pleine force, avant que les atteintes de la sénilité aient fait d'eux les ennemis de la classe ouvrière et le jouet des bourgeois.

Mauricius.

Notre Deuxième Manifeste

Notre premier manifeste était un appel « aux Femmes ». Celui-ci s'adresse « Aux Travailleurs, Aux Mères de famille » et aura pour but la lutte « contre la vie chère ».

C'est l'article de Sébastien Faure paru dans le numéro 36 de « CE QU'IL FAUT DIRE » et dont, nos lecteurs ne l'ont pas oublié, le titre a été censuré.

Nous prenons à notre charge l'affichage, à Paris, de DEUX MILLE de ces manifestes.

Cet affichage va se faire.

Nous faisons tirer un troisième mille de ces Manifestes, que nous mettons à la disposition des amis et des groupes de Paris, de la Banlieue et de la Province, qui désireraient en placarder.

Le prix de ces manifestes (format double colombier) est de 0.15 l'affiche non timbrée.

Pour les groupes et camarades qui préféreront nous charger de l'affichage, joindre à ces 0.15 :

1° 0.24 pour le timbre ;

2° 0.26 pour l'affichage ;

soit, en tout, 0.65 par affiche.

C'est le prix coûtant.

Toute demande doit être adressée à l'Administrateur de C. Q. F. D. : 69, boulevard de Belleville, Paris (XI').

Nous engageons les groupes « d'Amis de « C. Q. F. D. » à profiter de la circonstance pour faire connaître leur journal, par voie d'affiche, à ceux — il y en a encore — qui ignorent l'existence de « CE QU'IL FAUT DIRE ».

Pensées sauvages

Les sophismes les plus savants s'effondrent en présence des faits.

Ne trompez jamais un peuple, il vous fera grief de son ignorance.

La Censure est une purge prescrite par la Presse ; quand on la lui administre, elle la trouve amère.

La Censure nuit à ceux qui l'ont instituée parce qu'elle les rend ignorants du sentiment populaire.

En France, la Presse s'imagine faire l'opinion publique quand elle parvient à peine à créer un court moment d'enthousiasme ou d'illusion.

Il [illegible] promesses qu'il faut tenir.

A. T.

UN SCANDALE

Comment on viole la loi sur les accidents du travail

La Société les *Tréfileries et laminoirs du Havre*, établissement travaillant pour la guerre, occupant 6.000 ouvriers et ouvrières, est assurée à la Compagnie d'assurances « Le Secours ».

Un *mobilisé*, nommé Lecoq, remplit auprès du médecin qui passe la visite médicale les fonctions de secrétaire.

Pas un blessé ne se présente sans que Lecoq ne place son mot sur la blessure. Son insistance à faire reprendre le travail avant la guérison complète a fini par paraître louche aux ouvriers lésés dans leurs droits. Ils ont voulu savoir ce qu'était leur tortionnaire avant la mobilisation et voici ce qu'ils ont appris :

Lecoq était en temps de paix — et il n'a sans doute pas cessé d'être — tout simplement représentant d'une compagnie d'assurances, et de quelle compagnie ?... Du « Secours », l'assurance des Tréfileries.

Nous aimons à croire qu'il nous aura suffi de signaler ce scandale pour qu'il prenne fin aussitôt. Mais quelle sanction prendra-t-on contre le Directeur des Tréfileries et la Société « Le Secours » violant aussi outrageusement la loi au détriment des malheureux blessés ?

T.

Propreté et Moralité

Les anarchistes ont toujours été friands de conférences sur l'hygiène ; au temps de la paix, ils m'en demandaient souvent.

Quand je faisais « l'hygiène du vêtements » ou « l'hygiène de la peau », j'insistais toujours sur ce fait que la propreté extérieure conduit à la décence morale comme la décence morale incite à la propreté de la peau et des habits. Et, de ce fait, nous avions constamment sous les yeux des exemples qui l'illustraient : les camarades anarchistes venaient aux conférences soignés de toute leur personne, tandis que les poivrots s'arrêtaient aux débits, sales et dépenaillés.

La guerre — que dans leur besoin d'un régénérateur extérieur à eux-mêmes (puisque leurs défauts ne trouvent pas en eux-mêmes une volonté idoine à les réduire) les réactionnaires nomment pourtant « régénératrice » — n'a rien changé à cela : poivrots, paresseux, restent de sales individus, dans leur âme comme dans leur extérieur ; les gens honnêtes continuent à être propres sur eux ainsi que dans leurs actes. Mais, en mêlant, près des tranchées, des peuples différents, elle a permis des remarques plus lointaines et s'étendant à d'autres hommes qu'à ceux qui vivent habituellement entre les parallèles et les degrés de longitude qui circonscrivent la France. C'est ainsi qu'un chacun a pu voir combien les « feuillées » anglaises étaient tenues proprement, surtout lorsqu'on les compare aux mêmes petits endroits français. Et immédiatement l'esprit accole à ce *fait* deux autres faits patents, l'un ancien, l'autre actuel : les Anglais se sont débarrassés il y a quelques siècles de la religion qui glorifia Saint-Labre et la censure anglaise est presque inexistante par rapport à la nôtre.

A. MIGNON.

ARRESTATION DU CAMARADE LECOIN

Boucan-Pugilat-Expulsion

Les séances de la Chambre des députés deviennent de plus en plus tumultueuses.

Le 9 décembre, c'est M. Roux-Costadau qui soulevait les protestations de ses collègues et se voyait, après deux rappels à l'ordre, retirer la parole.

Le lundi 11 décembre, c'est M. Brizon, contre qui le président se hâtait de prononcer la peine de la censure avec exclusion temporaire.

Voici, d'après l'*Officiel* (1), ce qu'avait dit M. Brizon :

M. Brizon. — On les aura, messieurs... les 100 milliards de dettes, les 200 milliards de pertes, les 1.500.000 morts, si la guerre continue.

Il y a déjà en Europe 6 à 7 millions de morts, des centaines de milliards jetés dans le sang.

Et c'est là, messieurs, le seul résultat décisif de cette guerre infernale.

Au 31 mars 1917, si la dernière heure de la guerre n'a pas encore sonné, la France aura dépensé 73 milliards depuis le mois d'août 1914.

Sur ces 73 milliards, la guerre en aura dévoré 58.

58 MILLIARDS AVEC QUOI ON AURAIT PU SUPPRIMER EN FRANCE L'IGNORANCE ET LA MISÈRE.

Le Gouvernement nous demande près de 9 milliards pour les trois premiers mois de 1917, près de 3 milliards par mois, près de 100 millions par jour. IL FAUT, DIT-ON, 80.000 FRANCS DE MUNITIONS POUR QUE L'ARTILLERIE TUE UN SEUL ENNEMI.

Hier, c'étaient les exemptés, les réformés, la jeunesse de la classe 1918, que le Gouvernement exigeait du pays.

Pourquoi ces milliards et pourquoi ces hommes ? Pourquoi ces sacrifices nouveaux ajoutés à des sacrifices immenses ?

Parce que, l'année dernière, sans consulter le Parlement, le Gouvernement a signé un nouveau traité secret — système Delcassé — qui donne Constantinople à la Russie, avec le Bosphore et les Dardanelles.

« L'alliance franco-russe a subi l'épreuve du sang avec honneur », disait la *Novoie Vremia* du 3 mai 1916.

Cette donation à la trop petite Russie a été faite sans doute au nom du « Droit », de la « Civilisation » et du « Principe des nationalités ». Ce sont des Russes qui habitent Constantinople !

M. Viviani et M. Briand ont caché au pays, à la Chambre, aux combattants des tranchées, pendant dix-huit mois, cette donation de génie.

Il y a six mois, quand j'ai voulu la révéler à la tribune, le président a étouffé ma voix. Et c'est le 3 décembre 1916 seulement que la vérité a éclaté... en Russie, à la Douma. C'est de la bouche d'un Russe, M. Trépoff, président du Conseil, que la France a appris enfin la nouvelle.

Il faut remercier le ministre russe de sa franchise : les Français savent maintenant pourquoi ils versent leur sang et l'or du pays.

PETITS FAITS DE LA SEMAINE

Guerre et mortalité. — Du discours de M. Boselli, président du Conseil italien, nous extrayons les lignes suivantes publiées dans les journaux français du 6 décembre :

« Dans 2.200 fabriques, un peuple de travailleurs s'emploie à pourvoir d'armes « les combattants. Un cinquième de la « main-d'œuvre ouvrière est composé de « femmes. Cette proportion est vraiment « encore insuffisante. Le travail des femmes dans l'industrie est habile et rapide « et *nous devons le favoriser toujours de « plus en plus.* »

Les journaux du même jour donnaient, sur une autre page, un extrait de rapport à l'Académie de Médecine de Paris où nous lisons : « La mortinatalité (les morts-nés) « a augmenté pendant la deuxième année « de la guerre ; de même la mortalité ma« ternelle par fièvre puerpérale.

« Cela tient surtout au travail que, pour « gagner leur vie, les femmes enceintes et « les mères nourrices sont obligées de faire « dans les usines. »

Le rapport conclut à l' « interdiction « absolue d'entrer dans les usines, pour y « travailler, à toute femme, soit en état de « gestation, soit en allaitant son enfant, « soit étant accouchée depuis moins de six « mois. »

Décès dans l'armée belge. — Extraits des journaux du 6 décembre.

« M. Thessinsky, capitaine de l'armée « belge, a été écrasé par un train en gare « de Ville-d'Avray où il était allé passer « la journée chez des amis. »

(1) *Journal officiel* du 12 décembre 1916. Pages 3604 et 3605.

« Le colonel belge Tweins d'Eckhoutte « a été tué par un chasseur imprudent « dans une battue au gros gibier à Saint-« Romain-de-Colbosc. »

Le démenti continue. — Quand le conflit fut déclaré, il y avait deux ans déjà que je ne discutais plus avec Gustave Hervé, tellement je considérais les propos de cet individu comme peu dignes d'être relevés.

Le 7 décembre il crie : « Des chefs, des chefs, des chefs », du même ton dont, il y a dix ans, il criait : « Liberté, liberté ! »

Impôts pour capitalistes. — Quatre députés viennent de déposer le projet de loi suivant : « Toute personne ayant des domestiques à gages sera imposée de 50 fr. pour le premier domestique et de 100 fr. pour chaque domestique en sus. »

Qu'importera-t-il à un fabricant d'obus qui gagne trente mille francs par jour de payer sept à huit cents francs pour sept à huit domestiques en sus du premier ? Je connais une vieille femme, veuve sans enfants d'un industriel, qui en occupe onze à elle seule.

Mais si l'on disait : l'impôt sera de 50 fr. pour un premier domestique, de 500 fr. pour un second, de 5.000 fr. pour un troisième, de 50.000 pour un quatrième, de 500.000 fr. pour un cinquième, etc..., ajoutant toujours un zéro par domestique en plus, on ne verrait plus de gens — ils ne sont pas si rares qu'on pense — qui en débaucheraient six, sept, huit ou plus à leur unique usage. (Dédié aux citoyens Laurent, Nadi, Lafont et Philbois.

A. M.

L'Homme-Machine

(Suite et fin.)

Que la production plus intense soit obtenue par un minimum d'efforts musculaires, qu'elle soit le résultat du savoir et de l'intelligence combinés des ouvriers et des patrons, nous le souhaitons de tout cœur, à la condition cependant que les ouvriers ne tirent pas les marrons du feu pour leurs « singes ». Mais que la surproduction (c'est bien ce mot qui convient en la circonstance) soit obtenue par un surcroît d'efforts de la part de l'ouvrier, ce par l'étude de ses mouvements, par la suppression des gestes inutilisables pour la production et leur remplacement par un nombre plus grand des mouvements nécessaires, par l'accélération de la vitesse des différents rouages de la machine humaine. Non, non. Mille fois non !

Pierre Hamp écrit : « *L'ouvrier freine sa vitesse pour réduire la fortune patronale.* » (1) C'est là une erreur.

Dans le système du travail aux pièces, lorsque l'ouvrier limite sa production, c'est en règle générale — quoi qu'on en dise — parce que chaque fois qu'il est parvenu à dépasser le taux du « salaire normal », le patron s'est empressé de réduire le prix de la pièce, d'établir un nouveau barème. La production était à la hausse, le salaire à la baisse.

L'ouvrier devait alors pour maintenir son salaire au taux normal accélérer sa production pour le plus grand bien de ce que vous appelez la « fortune nationale », que nous appelons, nous, la « fortune patronale ». Il y a une légère nuance.

J'aime le travail à la condition qu'il soit pour moi une distraction et un plaisir. J'aime le travail sans contrainte. Au travail je veux rester l'homme, je ne veux pas être la Machine, la chose de mon patron. En accomplissant ma besogne, mon cerveau vagabonde vers ce qui m'intéresse ou ce qui m'est cher.

A quoi donc me servirait la réduction du nombre de mes heures de travail, si la liberté conquise par un labeur intensif ne devait me libérer de l'usine que pour me conduire à mon lit pour reposer mes membres surmenés, mon corps endolori et mon cerveau abruti par le travail ?

Non, la surproduction n'est pas un instrument de libération. Le patron se préoccupe surtout d'arracher à la main-d'œuvre, au matériel humain, le maximum de production, pour un minimum de salaire. Ses chevaux, son automobile, lui sont de beaucoup plus chers que ses ouvriers, parce que plus chers à son coffre-fort. « En affaire, on ne fait pas de sentiment » a dit M. Villemain.

Le Taylorisme n'est pas un progrès social, c'est un progrès industriel, c'est la science de l'exploitation, c'est un procédé permettant d'arracher à l'homme son maximum de rendement de travail.

Lorsque vous aurez, sur un chantier, dans une usine, dans un atelier, perfectionné le matériel, vous devrez « dresser » l'ouvrier à la gymnastique de production à seule fin qu'il accomplisse des gestes mathématiques, tel un polichinelle articulé.

Comment voulez-vous que l'ouvrier aime son travail s'il doit abdiquer tous ses droits et sacrifier jusqu'à la liberté de ses gestes dans l'accomplissement de sa besogne quotidienne ?

Le problème délicat et complexe de la production ne peut être résolu dans le cadre du travail aux pièces ; il faut l'étudier dans chacun des systèmes, des méthodes de travail et trouver une solution d'intérêt général.

A la prime, aux pièces, à la tâche, à la journée, par la production supérieure à la force moyenne de rendement des ouvriers d'une corporation, les travailleurs, quelle que soit la hausse des salaires, portent atteinte aux intérêts de la collectivité.

A la production forte doit correspondre une forte consommation, sinon c'est l'arrêt forcé du travail. Vitesse et beauté, vitesse et solidité, vitesse et sécurité peuvent difficilement faire un heureux mariage. Il y a incompatibilité. La séparation s'impose.

Nous nous refusons à sacrifier le bon et le beau travail, la sécurité des ouvriers sur l'autel de la production, la **fortune nationale** dût-elle en souffrir.

Que la machine aille vite, qu'elle se substitue de plus en plus à la main-d'œuvre, nous y applaudissons des deux mains, mais encore faut-il que l'équilibre se rétablisse dans la répartition et la durée du travail, la production et la consommation.

Le patronat routinier n'a adopté la machine que contraint et forcé par la concurrence ; il en fut de même des réformes sociales des revendications ouvrières ; il s'est montré intransigeant ; la force seule de l'organisation syndicale a pu venir à bout de son opposition ; mais il attend l'occasion de reprendre ce qu'il a été contraint d'accorder. Nous subissons les systèmes de production accélérée ; nous ne les approuvons pas, nous ne saurions nous en faire les champions.

Nous combattrons, au risque de passer pour des « réactionnaires », la Taylorisation des ouvriers.

Ne mettons pas la charrue avant les bœufs.

Le progrès scientifique a dépassé de beaucoup le progrès social.

Avant d'organiser la surproduction, organisons le producteur ; puis dans l'organisation ; éduquons-le.

Voilà la besogne pressante, nécessaire, que nous avons, aujourd'hui et demain, à accomplir mais de grâce fich... nous la paix avec votre accélération de la vitesse, votre taylorisation de l'ouvrier. Jadis l'ouvrier n'avait qu'une devise : « Bien faire ». Votre devise nouvelle : « Faire vite » ne saurait nous satisfaire. Laissons à d'autres le soin d'activer, dépasser à l'extrême la vitesse de la machine humaine ; ils s'en acquittent, croyez-moi, fort bien, trop bien.

Vous nous parlez d'accroître la « richesse nationale » ; je ne sache pas que celle-ci ait été, jusqu'à ce jour, synonyme de « richesse prolétarienne ».

(1) *Le Goût du Haut Salaire*, Pierre Hamp.

Des questions d'intérêt direct sollicitent l'attention de la classe ouvrière. Il va falloir qu'elle s'organise pour se défendre.

La femme inorganisée, inéduquée, économiquement et socialement, les ouvriers étrangers ont envahi par centaines de mille, par millions même, les ateliers, les usines, les chantiers où ils se trouvent en contact journalier avec des éléments français dont la valeur sociale est à peu près identique...

Raymond PERICAT.

Bougonnades

Pour boucler le Budget

Députés et ministres sont des gens charmants. Ils s'inquiètent de préparer de jolies étrennes aux contribuables : un lot important d'impôts nouveaux. Il y en aura pour tous les goûts, ce qui est juste, et pour toutes les bourses, ce qui sera d'un bon rapport.

Il paraît que l'*Union sacrée* n'est plus un obstacle. M. Ribot déclarait, en effet, l'an dernier, devant les députés légèrement ahuris mais enchantés, qu'il ne fallait pas songer à faire payer aux classes pauvres les dépenses de la guerre parce que ce serait inique ; mais qu'on ne pouvait songer, non plus, à demander quoi que ce soit aux riches — pour ne pas troubler la bonne harmonie qui conduisait, d'un pas allègre, notre douce et vaillante patrie vers la plus éclatante des victoires !

Le mot d'ordre a été changé depuis et je m'en félicite en même temps que j'en félicite nos gouvernants et nos faiseurs de lois.

Il faut payer !

La guerre est coûteuse. C'est la plus coûteuse des aventures, a écrit, a osé écrire M. Alexandre Varenne. Et il n'était plus digne d'un grand pays, riche, coffre-fort du Russe et du Turc et de toutes les républiques centre-américaines en mal d'emprunt, il n'était plus digne de nous, dis-je, de pratiquer cette politique de l'autruche.

Votons des impôts, c'est-à-dire votez des impôts, Messieurs du Sénat, Messieurs de la Chambre, et vous verrez avec quel patriotique entrain nous les paierons !

Pourtant... Pourtant... des craintes semblent s'élever par-ci, par-là. Une commission supprime telle taxe, et des objections se font jour au sujet de telle autre. Déplorable méthode de travail. Voulons-nous vaincre, oui ou non? Si c'est oui — et c'est bien oui ? — alors pas d'hésitation, regardons d'un peu haut la situation et consentons aux sacrifices nécessaires. Demandons aux contribuables, c'est-à-dire au pays entier, au pauvre comme au riche, à toutes les classes, à toutes les professions, à tous les revenus, des impôts formidables pour la guerre et pour la paix.

Et surtout n'allons pas chercher le remède à ce mal nouveau dans de misérables exceptions partielles, chichement mesurées et parcimonieusement accordées. C'est le cas ou jamais de s'écrier : « Aux grands maux les grands remèdes ! »

Il nous suffit d'ailleurs d'ouvrir les yeux et de voir comment on procède si heureusement en matière financière depuis la guerre...

Bref, j'apporte ici le moyen sûr d'obtenir facilement, régulièrement, un rendement nouveau, colossal, des recettes du budget. Je m'explique.

Il s'agit, ni plus ni moins, d'établir une allocation aux contribuables. Tout citoyen de l'un ou l'autre sexe — je suis toujours féministe — touchera, en réglant le percepteur, une allocation au moins égale et parfois supérieure au montant de sa feuille d'impôts. Pour les contributions indirectes ce sera, logiquement, une allocation indirecte sous forme de timbres-primes analogues à ceux offerts par certains marchands de café. Chaque client, par exemple, recevra, avec sa boîte de sucre, une vignette qu'il pourra échanger contre quarante centimes dans n'importe quelle caisse publique, etc...

— Mais, direz-vous peut-être, ces allocations coûteront cher, horriblement cher ; où prendre l'argent ?

— Sotte question, l'argent ? Quoi de plus simple ? On augmentera les impôts !

Constant BOUGON.

Perquisition au Libertaire

Arrestation de LECOIN et de RUFL

Supprimé par la Censure

La Deuxiéme Internationale

LE SYNDICALISME

Nous avons assisté à l'éclosion de la pensée ouvrière vers les années qui suivent les mouvements révolutionnaires de 1848.

Le développement de la grande industrie et l'agglomération des travailleurs qui en résulta, devaient nécessairement conduire ceux-ci à se grouper pour défendre leurs intérêts.

La *Fédération ouvrière* qui se forma en 1849 sur l'initiative de *Pauline Rolland* parle déjà « d'abolir la féodalité industrielle, les droits seigneuriaux de l'oisiveté capitaliste, et d'affranchir le prolétariat ». Mais la réaction napoléonienne étouffa vite ces velléités d'émancipation, et il faut attendre la fondation de l'Internationale (1864), pour voir la renaissance des associations ouvrières dont les premières furent celles des cordonniers et des typographes.

L'Empire adopte à leur égard le principe de la *tolérance administrative*, c'est-à-dire qu'il ignore légalement leur existence et ne les tolère qu'eu égard à leur caractère strictement professionnel.

L'état d'esprit qui règne dans ces corporations n'est d'ailleurs guère dangereux pour la sûreté de l'Etat. C'est uniquement l'amélioration des salaires, la fondation de caisses de mutualité et « la fin de l'antagonisme entre le patronat et le salariat par la formation de commissions mi-ouvrières, mi-patronales, chargées d'arranger à l'amiable les différends », que poursuit l'*Union syndicale ouvrière* fondée en 1872.

Cela n'empêche pas l'administration impériale de la dissoudre (1872). Le membre le plus connu de cette union était *Barberet*, homme légal et pondéré qui prêcha toujours l'amélioration du sort des ouvriers par « l'étude, la concorde et la justice » non en antagonisme, mais au contraire avec l'aide des pouvoirs publics.

L'influence de Barberet et ses méthodes subsistèrent longtemps dans les milieux ouvriers.

Est-il exagéré de dire qu'après avoir dénoncé le barberétisme comme une illusion et un crime contre l'émancipation des travailleurs, la C. G. T. d'aujourd'hui est revenue à son vomissement ?

En 1873, *Tolain* qui s'était laissé entraîner par *Marx* dans la première internationale mais qui professait un socialisme édulcoré, très « entente de classe », demandait au Parlement un crédit de 100.000 francs, pour participer à l'exposition de Vienne.

Ce fait caractérise l'état d'esprit des syndicats de l'époque. C'est, d'ailleurs, avec des fonds gouvernementaux qu'une délégation ouvrière se rend à l'exposition de Philadelphie (1876).

Quelques mois après, sous l'influence du journal radical *La Tribune*, le premier congrès des organisations syndicales se tint à Paris, salle d'Arras (oct. 1876).

Ce congrès fut d'un modérantisme tel qu'il fut approuvé par toute la presse conservatrice.

Par contre, les blanquistes réfugiés à Londres, écrivaient :

> Dans la ville de la Révolution, cinq ans après la Commune, sur la tombe des massacrés, devant le bagne de Nouméa, devant les prisons pleines, il semble monstrueux que des hommes aient pu se trouver, osant déclarer représenter le prolétariat, pour venir, en son nom, faire amende honorable à la bourgeoisie, abjurer la révolution, renier la Commune...

Le *Bulletin* de la Fédération jurassienne est aussi dur pour les barberétistes.

J. Guesde, tout en critiquant le congrès de la salle d'Arras, le salue quand même, comme l'embryon d'une organisation de classe.

Le deuxième congrès a lieu à Lyon en 1878. Le ton n'est guère plus chaud qu'à Paris. *Dupire*, guesdiste et *Ballivet*, bakouniniste, présentent une motion collectiviste, combattue par Isidore Finance qui obtient 8 voix sur 180.

Le congrès condamne la violence et, en soutenant la République, compte, pour l'amélioration du sort des ouvriers, sur la *mutualité et l'épargne*.

Brousse écrivit dans l'*Avant-Garde* : « *Le congrès de Lyon est carrément réactionnaire* ». Et Guesde, dans l'*Egalité*, désespérait du syndicalisme naissant.

Mais les socialistes décident de pénétrer dans les organisations ouvrières et, en 1879, c'est *Jean Lombard*, collectiviste avéré, qui organise le congrès de Marseille. Nous en avons vu dans nos articles sur le socialisme, le caractère nettement collectiviste, lutte de classe et internationaliste.

Le congrès de Marseille eut une influence considérable sur le développement des syndicats. En même temps que florissaient les groupements politiques socialistes, les corporations animées du même esprit, s'organisaient sur le terrain économique.

Et de même que le gouvernement après avoir persécuté le socialisme en fit un élément du système capitaliste, il s'essaya à rendre inoffensif le syndicalisme.

La loi de 1884 qui régit encore aujourd'hui les organisations ouvrières, n'a pas d'autre objet. Elle déclare :

> *Art. 3.* — Les syndicats professionnels ont *exclusivement* pour objet l'étude et la défense des intérets économiques, industriels, commerciaux ou agricoles.
>
> *Art. 4.* — Les statuts et les noms de tous les fonctionnaires syndicaux seront déposés à la Préfecture ou à la mairie.
>
> Les syndicats pourront ester en justice (art. 6), mais ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux necessaires à leurs réunions.
>
> Les tribunaux pourront dissoudre les syndicats (art. 9).

Cette loi fut fort mal accueillie par les milieux intéressés. Elle ne protégeait pas les travailleurs puisqu'aucune sanction n'était prévue contre les patrons qui violeraient le droit syndical, ce dont ils ne se gênèrent pas. Par contre, elle mettait en tutelle les corporations en les obligeant à déposer les noms de leurs fonctionnaires, et en interdisant toute discussion politique et religieuse.

Les socialistes qui voyaient leur meilleur terrain de recrutement rendu improductif par cette interdiction, votèrent des ordres du jour contre la loi.

284 syndicats seulement devinrent légaux, alors que 587 refusaient d'obéir aux dispositions de la loi de 1884.

Le congrès de Lyon (1886) vit le triomphe des éléments socialistes : *Heppenheimer*, *Farjat Lavaud* qui décidèrent la création d'une *Fédération nationale corporative* « sœur de toutes les Fédérations socialistes existantes », basée sur la lutte des classes.

Le congrès demande l'abrogation de la loi de 1884, la journée de huit heures, l'abrogation de la loi sur l'Internationale et déclare vouloir « la socialisation des moyens de production, comme moyen d'acheminement vers la société égalitaire dans laquelle chacun produisant selon ses forces recevra suivant ses besoins ».

Le congrès suivant se tint à Montluçon (1887).

Le drapeau rouge y fut arboré. Le congrès de Bordeaux (1888) fut dissous par la police, mais les délégués réunis au *Bouscat* votèrent le principe de la *grève générale* que les anarchistes de Chicago venaient de tenter d'inaugurer d'une façon tragique.

Les socialistes de cette époque dirigent nettement le syndicalisme dans une voie anti-légale et révolutionnaire.

Le congrès de Marseille (1890) sous l'influence d'*A. Briand*, délégué de la Bourse du Travail de Saint-Nazaire ; *Carette*, maire de Roubaix ; *Delcluze*, *Dormoy*, adopte les conclusions suivantes :

> Considérant que la détestable organisation capitaliste a rendu impuissantes les tentatives amiables d'émancipation, qu'il existe entre le capital et le travail une opposition d'intérêts que les législateurs n'ont pas voulu détruire ;
>
> Qu'après avoir fait aux pouvoirs publics de nombreux et multiples appels pour obtenir le droit à l'existence et au bien-être, la grande et universelle famille des travailleurs a acquis la triste et cruelle certitude que seule une révolution pourra lui donner la liberté économique et le bien-être matériel ;
>
> Que la suspension universelle, simultanée de la force productrice dans tous les métiers, c'est-à-dire la grève universelle, même limitée à une période restreinte, conduira le parti ouvrier au triomphe de ses revendications ;
>
> Le Congrès décide :
>
> 1° Le principe de la grève universelle ;
>
> 2° Le 1er mai doit être une date de consultation mondiale de tous les travailleurs sur le principe de la grève universelle.

Mais à Nantes (1894), la question fut reprise.

Les allemanistes comme *Bourderon*, *Braun* ; les blanquistes comme *Besset*, *Posmier* ; les indépendants comme *A. Briand* les anarchistes comme *Pelloutier*, *Le Tessier*, etc., mirent en minorité les guesdistes dont les principaux étaient *Delcluze*, *Farjat*, *Treich*, *Lavigne*, etc., et la question de la *grève générale* fut approuvée par 65 voix contre 37.

Les *Bourses du Travail*, dont le principe était d'abriter les ouvriers cherchant de l'embauche et supprimer les « grèves » en plein air qui subsistent encore pour les peintres et les plombiers du Bâtiment, se développaient pendant ce temps.

Les anarchistes eurent l'idée de fédérer toutes les Bourses dans le but de concurrencer la *Fédération ouvrière* à laquelle ils reprochaient son allure trop guesdiste.

Un premier congrès eut lieu à Saint-Etienne (1892) dans lequel les délégués, pour la plupart anarchistes et allemanistes, votèrent une motion invitant les travailleurs à repousser les fonds des municipalités et à faire fonctionner les Bourses du Travail en dehors de l'ingérence gouvernementale et municipale.

La Fédération des Bourses fut fondée, dont le secrétaire fut *Cordier*, auquel succéda, en 1895, *Fernand Pelloutier*, dont l'activité et l'énergie contribuèrent grandement à répandre dans les organisations ouvrières l'esprit antiparlementaire et révolutionnaire qu'elles ont conservé jusqu'à la veille de la guerre.

Mauricius.

(*A suivre.*)

L'Art et la Guerre

Je ne sais plus quel journal nous conta jadis cette aventure d'un prisonnier, à qui un quelconque « envahisseur » demandait sa profession. — Poète — répondit l'homme — et quel ne fut pas son étonnement de voir le rigide soldat s'incliner avec déférence. Je ne tirerai nulle conclusion formelle de cette anecdote peut-être apocryphe ; mais on peut en tous les cas la considérer comme une extraordinaire exception dans la triste histoire contemporaine.

L'abus de la rhétorique a perverti les foules, on débite chaque jour tant de phrases creuses qu'une dépréciation logique du verbe rejaillit sur les poètes, voire sur l'art en général. Ce peuple français auquel on répète depuis tant de lustres qu'il est « le plus spirituel de la terre » se trouve en fait abêti par une poignée de malfaiteurs, auquel un mauvais hasard mit une plume entre les mains, au lieu de l'étrille qui convenait si justement à leur mentalité de valets d'écurie.

Le culte du beau ne fut jamais autant bafoué qu'à notre époque. Il n'y a pour s'en convaincre qu'à jeter les yeux autour de soi et à regarder les ignominies édifiées un peu partout à la gloire des « grands hommes » de la *République des Fromages !*

Comment s'étonner après cela que la ridicule malfaisance des pitres, des bateleurs et des cuistres, ait conduit les peuples à ce formidable renoncement, à cette incoercible et crasse indifférence, terrain propice s'il en fut jamais à l'ascension au pinacle, des « *gendaffaires* » lesquels nous amenèrent doucement et naturellement à l'actuel cataclysme ?

Non ; je l'affirme et le veux répéter, les hommes n'aiment pas la beauté et c'est là une des causes profondes de leur présente turpitude.

Et qu'on ne vienne pas me dire que l'esthétique est indifférente au travailleur hanté par l'éternel conflit social ! Tout se tient dans la vie ; l'artisan grec aimait Praxitèle et si l'idéal que Rémy de Gourmont appelait la « sublime utopie libertaire » est méconnu, raillé, honni, méprisé par les *intellectuels* bourgeois, c'est que l'absence totale de culture et d'amour de l'art chez le peuple leur fournit un admirable prétexte.

L'amour de la beauté suppose un désir de s'élever vers un idéal, un effort de la pensée, hélas fort rares parmi les hommes.

Les virulents reproches que prête Romain Rolland à son Jean Christophe sont hélas trop mérités :

Si seulement vous étiez capable de détruire le vieux monde !... mais non, vous n'avez qu'une pensée... vous coucher dans le lit tout chaud de la bourgeoisie... Vous êtes des ventres, je vous dis ; des ventres vides qui ne pensent qu'à se remplir.

Et encore ceci :

Pour eux, un artiste était un malin qui s'arrangeait de façon à travailler le moins et le plus agréablement possible...

Or, quand les participants d'un mouvement n'ont pas cet émoi profond de l'être que seul produit l'idéal, rien de grand ne peut sortir de ce mouvement.

Je sais bien qu'à cet état d'avachissement moral il y avait des exceptions, que nous étions une petite phalange de pauvres cherchant à savoir, à comprendre parce que nous sentions : mais, hélas ! nous nous heurtions au mur d'or de la caste, pris entre cette muraille et le chaos ricaneur des foules, rejetés ici, raillés là...

L'absence d'idéal se manifesta pleinement au lendemain de la grande foire de 1900 où triompha le mauvais goût dans une apothéose mercantile et prostitutionnelle. Le terrain pourtant ayait été déblayé pour autre chose par les grands mouvements, romantique et naturaliste, puis par cette phalange courageuse d'artistes qui œuvrèrent de 1890 à 1900. Le malheur est qu'à ce moment d'inquiétude, l'idéal magnifiquement humain qui est nôtre ne s'est pas suffisamment affirmé par des hommes et par des œuvres, afin d'édifier au-dessus du chaos social

La claire tour qui, sur les flots, domine

Devant cette absence de valeurs, les *intellectuels* eurent le vertige et se laissèrent facilement entraîner par quelques jongleurs paradoxaux et arrivistes, qui les conduisirent au Culte des Morts et au néo-nationalisme.

Manquant de la virilité nécessaire pour se hausser à la compréhension et à la représentation de ce siècle formidable qui ceinture la planète de rails et bâtit avec du fer une civilisation colossale et nouvelle, desséchés par les pions, indifférents ou hostiles à la voix des peuples courbés, dont les épaules portaient le faix de l'édifice, les artistes ne surent qu'imaginer des pauvretés d'une invention puérile, cherchant dans une outrance déliquescente l'originalité qui manquait à leurs toutes petites âmes.

La tourbe des snobs oisifs les aida puissamment de son or et de sa bêtise. C'est ainsi que naquirent le cubisme, le futurisme et autres loufoquismes...

Nous avions pu croire un instant que ces absurdités s'en iraient à jamais dans la fumée rouge ; hélas ! la guerre n'aura même pas tué cela. Un poète (?) qui, naguère, fut l'apôtre des fous et fou lui-même — ou bien fumiste — prend soin de nous informer de la vitalité infrangible du cubisme dont il prend éloquemment la défense.

« Le cubisme n'est pas Boche », nous dit Guillaume Apollinaire dans *Paris-Midi*. Cette affirmation est une sérieuse louange pour les Allemands. Mais où je m'insurge, c'est lorsque M. Apollinaire vient mêler le goût latin avec le cubisme et son frère le futurisme et par-dessus le marché, refuse toute valeur artistique aux habitants d'Outre-Rhin.

L'Italie a Marinetti farceur millionnaire et la France, Apollinaire et ses amis. L'Allemagne a Bœcklin, Klinger, Hoffmann et d'autres ; il n'y a vraiment pas là de quoi se réjouir. Quant au goût munichois, demandez plutôt à M. Iribe !...

Qui donc, ô Apollon ! nous débarrassera de ces grotesques ? J'ai vu — et bien vu — des œuvres de ces messieurs avant qu'ils fussent convertis par la grâce du snobisme aux théories abracadabrantes. J'affirme que ce sont là de pauvres **choses**, dignes tout au plus de piètres écoliers ; et cette non-valeur des œuvres antérieures est à elle seule tout une explication.

Que l'on ne croie pas surtout que **leur** rang social seul me fait mal juger **ces** gens. En moi il n'y a que le désir d'être juste et, par exemple, malgré sa méchanceté et son chauvinisme imbécile, je veux reconnaître publiquement le rude talent d'un Forain.

D'une façon générale, la guerre n'a rien inspiré de grand ni de beau aux artistes de ces temps et les malheureuses élucubrations patriotiques qui encombrent les expositions sont à vomir !

Quelques-uns cependant ont su formuler leur talent en accents humains et douloureux. Steinlein surtout nous révéla par ses affiches des *Poilus* et de la *Journée serbe*, que sa sensibilité avait recueilli l'écrasante peine des hommes en guerre, et nous en rendait d'immortelles images.

Forain également nous émut avec sa *Lettre du prisonnier* et Naudin affirma son talent en maintes compositions, mais pour ces quelques beautés que d'ignominies ou de platitudes, à commencer par le sale chromo d'Abel Faivre ON LES AURA ! que l'on peut considérer comme le prototype de la médiocrité bourgeoise.

Les années rouges n'ayant donné que peu de beauté, que nous réservent celles qui suivront ? Cela dépend en partie de nous, camarades ! Nous avons fermé trop longtemps les fenêtres de nos petits groupes au monde extérieur : *Il faut vivre !* Apprenons, aimons, haïssons, luttons, travaillons, c'est là la vie ; et c'est à nous qu'incombe la tâche de balayer du domaine de l'Art les farceurs et les incapables, les histrions et les mercantis qui l'ont jusqu'alors injustement pollué.

GENOLD.

CRITIQUE LITTÉRAIRE

L. BLUMENFELD : *J.-L. Péretz* (Librairie de la Ghilde Les Forgerons). — MARCEL CLAVIÉ : *La Vie nouvelle des Bibliothèques Municipales* (Librairie Félix Alcan).

On ne comprend que par l'amour. On ne peut faire un peu de bien qu'à ceux qui consentent à se laisser aimer. Nul homme d'âge mûr ne contribuera à la beauté de l'avenir où à sa moindre laideur s'il ne sait, à force d'aimer les jeunes gens, s'attirer leur affectueuse confiance.

Ne sont-ils pas, d'ailleurs, frémissants de la grâce fragile des promesses ? Beaucoup de promesses seront transformées par la vie en déceptions et en mensonges. Il y a, entre la fleur et le fruit, tant de gelées, tant de grêles, tant de brutalités des vents... Mais qui se vantera de distinguer sans erreur la fleur qui doit tomber, la fleur qui saura résister et aboutir ? Que notre espoir chérisse toute la jeunesse sincère, sans chercher trop sévèrement dans chaque cas s'il s'agit de la sincérité d'une vie ou de la sincérité d'un âge, si nous sommes en présence du début d'un homme ou de la fin d'un enfant.

Les troupeaux de porcs passeront sur le domaine de la jeunesse et, parmi les glands les plus sains, combien deviendront de grands chênes ? Ils nous font pourtant rêver de forêt et plus d'un arbre puissant se dressera dans le ciel orageux de l'avenir.

A ma connaissance, un seul foyer de jeunesse littéraire a résisté aux événements actuels : la ghilde des Forgerons. C'est pourquoi j'entretiens souvent mes lecteurs de ces débutants : en disant le sourire et la fraîcheur d'aujourd'hui, je tente de deviner les solidités et les pensives beautés de demain.

Il est naturel que les poètes dominent dans un groupe de jeunes. J'ai signalé ici, beaux de réalisations, ou de promesses, les vers de René Schwob, de Banville d'Hostel, de Louis Palgara, de Victor Bonnans. Parmi ceux même qui n'ont pas encore publié, il est des noms de « Forgerons » que je crois devoir retenir dès maintenant, celui, par exemple, de l'âpre et éclatant Marcel Bosc.

J'ai signalé aussi le beau travail critique que Paul Besanges a consacré à Octave Mirbeau. Dans cet essai, si jeune par ses défauts et par ses qualités, j'ai remontré

Ce qui se dit Ce qui se fait

Impôts.

Nous lisons dans le *Journal* :

M. Candace dépose un projet d'impôt sur la Publicité.

Ce brave représentant d'une lointaine Antille me paraît bien naïf — c'est du moins ce que vont penser ses frères pâles.

Un impôt sur la publicité, soit ! Mais quel en sera le mécanisme ?

Taxera-t-on la publicité au départ ou à l'arrivée ? Et quel sort réserve-t-on aux trop fameux *distributeurs* qu'ils soient ou non concertés en agences ou en trust ?

Et la publicité *rédactionnelle*, comment la taxera-t-on ? Quel est l'expert qui sera chargé de la reconnaître ?

Autant de questions qui resteront sans doute sans réponse.

Un revenant.

Des journaux nous avaient fait connaître cette information :

M. Delcassé annonce qu'il interpellera le ministère sur sa politique.

Pour du culot, c'est du culot ! Delcassé interpellant sur la politique !

Nous conseillons à lord Delcassoff de venir interpeller le peup'e sur une place publique, — nous verrons avec joie le résultat de cette *interpellation !*

Plaidoyer pro-domo.

Extrait d'un article de M. Charles Humbert dans le *Journal* :

Si M. Lloyd George était Français, son acte de franchise et d'énergie aurait éveillé déjà mille murmures, mille suspicions dans les couloirs. On lui prêterait des desseins inavouables. Des journaux de chantage l'accuseraient d'être intéressé dans les usines de guerre qu'il multiplie inlassablement.

M. Charles Humbert a sans doute oublié l'exiguité de son budget alors que Francis Delaisi le silhouettait joliment dans la *Démocratie et les Financiers*. Il a sans doute oublié les « *Camions Daracq* » et aussi le *Creusot*... Mais nous, nous n'avons pas oublié.

Il paraît que M. Charles Humbert redoute les journaux de chantage — à toi, Téry ! Redoute-t-il les journaux anarchistes ? *That is the question !*

Peut-être !...

Nous avons déjà dit ici-même comment nous considérions M. Dumont-Wilden pour un *zwanzeur* à la mode de Bruxelles. Le voici maintenant qui collabore à l'*Œuvre* et il s'y exerce au rôle de Cassandre. Ses prophéties, d'ailleurs, ne sont pas drôles, non plus que ses hypothèses. En voici un échantillon :

Imaginez qu'une des grandes puissances coalisées veuille, par une aberration invraisemblable, lâcher prise, quitter la partie, faire sa paix avec l'ennemi : elle serait aussitôt réentraînée dans la guerre, soit par l'ennemi lui-même, soit par ses anciens alliés. On prend son champ de bataille où on le trouve. Ce n'est pas parce qu'une puissance quelconque dirait : « J'en ai assez, je me retire de la lutte », qu'on cesserait de se battre.

C'est là l'opinion de M. Dumont-Wilden ! Il y a des gens qui pensent différemment et qui sans doute ne manquent pas de bons arguments.

La Presse !

Quand nous disions ici-même que la grande presse était une vaste organisation de chantage, on pouvait nous croire partiaux. Voici que nous trouvons dans un journal financier, la *Cote réglle*, les appréciations et les commentaires suivants sur un article de Gustave Téry.

Ayant cité l'article de l'*Œuvre* dont nous parlions dans le dernier numéro de *C. Q. F D.*, l'organe financier continue :

C'est très juste, mais quel culot ! On dirait vraiment que Téry n'a jamais fait d'« affaires » de la main à la main, il se croit encore au collège, il nous prend pour des enfants !

Plus loin :

« Au vrai, sous des enseignes et par des truchements divers, la prétendue « grande presse » n'était déjà plus qu'une vaste entreprise de chantage. »

Et tes combinaisons avec Vincent *de la* Libre Parole *et avec l'agence* Rémer *que tu as l'air de prendre à partie, ingrat !*

Le couplet sur l'agence :

« Voilà comment on vit se former une manière de trust, qui, interposé entre la presse et le monde industriel, avait pris ses dispositions pour exploiter l'une commodément et mettre l'autre en coupe réglée. »

La guerre a suspendu pendant un temps la publicité, mais dit Téry :

« Voici que, malgré la guerre, les affaires commencent à reprendre. Va-t-on les reprendre de la même façon, et la guerre n'aura-t-elle rien appris ni à la presse, ni à nos industriels ?

« On serait tenté de le croire quand on lit le procès-verbal des dernières assemblées de la *Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles*. Ces messieurs viennent de constituer une « caisse noire » pour « créer dans la presse française un courant d'opinion en faveur de la construction française ». Vous entendez ce que parler veut dire. Tranchons le mot : il s'agit d'acheter la presse. »

Acheter la Presse sans l'Œuvre, en effet, ce n'est pas du jeu ! Nous comprenons maintenant pourquoi on a rencontré dans certaines antichambres certains représentants de l'Œuvre.

L'envie, l'orgueil, la gourmandise, que de vilains défaut tu as, Téry !

« *Orchestration finale* ». Lâchez-les ! (*valse lente*).

« S'il ne s'agit pas de défendre les intérêts véritables et respectables de la construction française, comptez sur nous, mais gardez votre argent. Nous n'acceptons ici qu'une subvention : celle de nos lecteurs qui viennent tous les matins nous acheter pour un sou de vérité. »

Quand on sait qu'un journal quotidien revient à plus de cinq centimes surtout avec la crise du papier, on pense également que Téry *nous prend pour des gourdes !*

Je pense qu'en voilà assez pour être édifié sur la « tenue morale » de nos grands confrères !

Leur propagande.

S'il est un organe inconnu des lecteurs de *C. Q. F. D.*, c'est certainement la *Revue Mariale*. Cette revue éditée par le Congrès Marial nous parle du « *regard de Marie sur la France* » et publie des proses rares de Mgr l'évêque d'Elée — c'est charmant ! Mais où cela devient passionnant, c'est lorsque la pieuse feuille publie un petit sketch intitulé : *C'est pour la Vie !* et signé : *L'Apôtre de la Messe !*

Là, on nous conte l'odyssée d'une jeune fille qui — horreur ! — a épousé un homme qui ne va pas à la messe ! Devant le fanatisme de sa femme, il consent enfin à l'accompagner, mais fait preuve, au moment de l'élévation, de la plus scandaleuse indifférence. Voici la fin du morceau : la jeune femme rentrée chez elle se repent amèrement d'avoir épousé un mécréant :

Une demi-heure plus tard, quand la mère de la jeune femme, toute radieuse de joie et toute frémissante d'orgueil, vint lui rendre visite, elle trouva sa fille qui, secouée par une crise trop longtemps contenue, se roulant sur son lit entre deux oreillers, s'efforçait en vain d'étouffer ses sanglots et répétait avec désespoir à travers ses larmes : « Pour la vie ! Pour la vie !... »

Pauvre Céline ! Comme elle est à plaindre! Comme elles sont à plaindre toutes les jeunes filles qui prennent pour époux un homme dont les sentiments religieux sont en opposition avec les leurs !

Ce qu'on oublie de nous dire, c'est si la jeune homme était heureux d'avoir épousé un pareil phénomène !

Mais que dire de la moralité de cette propagande qui ne vise rien moins qu'à jeter la zizanie dans les ménages pour plaire à Dieu ?

GENOLD.

vingt raisons d'espérer, nul sujet d'étonnement. Aujourd'hui, l'étude de Blumenfeld sur *Péretz* m'étonne autant qu'elle me réjouit.

Y a-t-il ici un de ces cas de précocité si fréquents dans la jeunesse juive ? Blumenfeld me paraît joindre aux qualités de l'adolescence les mérites de la maturité.

Sa richesse naturelle le fera toujours complexe et peut-être un peu flottant. Il est actuellement ondoyant et divers comme tous ceux qui se cherchent encore à tâtons dans l'obscurité du trésor intérieur. Je connais de lui des vers qui, jolis sans plus, me semblent indiquer que ce n'est pas dans la forme versifiée qu'il trouvera sa voie. — Ses traductions du ydisch donnent une impression d'étrangeté que me les fait goûter et me les fait croire fidèles. — J'aime surtout les délicats tableautins qu'il appelle des contes : quelques gestes discrets, quelques attitudes à peine indiquées y font deviner le fond le plus secret des personnages, ce que parfois ils ignorent d'eux-mêmes. Et l'auteur y fait preuve d'une grâce exquise, de la sensibilité la plus délicate, de l'humour le plus charmant et le plus douloureux.

Son étude sur Péretz est aussi d'une délicatesse pénétrante qui touche à la maîtrise. La vie d'un cerveau, et d'un cerveau singulièrement compliqué, est restitué avec un art étonnant.

Et le critique se manifeste penseur ingénieux. Les idées générales abondent qui plaisent d'abord par je ne sais quelle fine subtilité puis, brusquement, nous étonnent, nous donnent la plus inattendue impression de largeur. C'est comme un travail de mosaïque auquel on assiste et qui, le moment venu, nous fait oublier, par la grandeur de la scène représentée, la minutie de la besogne.

J'ai lu et relu ce petit livre : pour connaître Péretz, « le génie le plus désordonné de la littérature » ; pour la joie de voir un ordre heureux s'établir peu à peu dans ce riche chaos ; pour le ravissement de voir çà et là des perspectives lointaines s'ouvrir dans l'enchevêtrement des taillis.

J'attends avec une patience impatiente le jour où chez Blumenfeld l'écrivain vaudra le critique, le penseur, l'observateur et le rêveur. Un long travail, et acharné, lui est nécessaire avant qu'il puisse nous donner cette joie sans mélange. Blumenfeld, qui a écrit d'abord en roumain et en ydisch, lutte depuis peu contre les difficultés de la langue française. J'espère qu'il triomphera parce que déjà, dans ses contes originaux, il est souvent vainqueur. Sentiments délicats, fines observations, humour touchant s'expriment en une syntaxe presque toujours ferme et souple, en un vocabulaire qui ne tâtonne pas trop. Rarement, un terme impropre nous choque, gâte une phrase qui allait toucher à la beauté ou à la grâce émouvante. — Les traductions sont d'une langue moins sûre. — Hélas ! le style de la critique est plus difficile que celui de la narration : le *J.-L. Péretz* est d'un français moins louable que le français des contes originaux et même que le français des traductions.

C'est, ce *J.-L. Péretz*, une œuvre de maître et à la fois une tentative d'apprenti. On songe à quelque musicien savant et magnifiquement doué, mais qui jouerait pour la première fois d'un instrument inconnu.

L'avenir de Blumenfeld me paraît pourtant celui d'un critique autant que celui d'un conteur. Quand il sera plus sûr de sa langue, j'aimerais qu'il tentât une histoire complète de la littérature ydisch. Dès maintenant, il faut suivre de près ses contes profonds et délicieux. Quand l'accoutumance aura fait du français sa langue spontanée, quand il pensera en français directement et avec une grâce souple, peut-être réalisera-t-il quelque roman où, exprimés sans rien qui accroche ou qui grince, la sensibilité, l'humour, l'observation, les idées générales, s'uniront en harmonie nouvelle, se soutiendront mutuellement comme les matériaux d'un chef-d'œuvre.

***

Marcel Clavié publie sur *La Vie nouvelle des Bibliothèques Municipales de la Ville de Paris* une conférence dont l'intérêt est moins spécial qu'on ne croirait d'abord. Esprit à la fois noble et pratique, Marcel Clavié manifeste dans ces quelques pages la plus fraternelle affection pour quiconque essaie de s'instruire et de se libérer des préjugés. Il voue aux livres non le maniaque amour d'un bibliophile, mais la tendresse inquiète d'un homme qui connaît toute la valeur de cet instrument de libération.

HAN RYNER.

A l'étranger

AU BRESIL

Le journal *la Guerre sociale* de Sao Paulo, Brésil, publie un manifeste « pro Tresca ». Nous en traduisons les lignes suivantes :

Nous devons avoir foi dans l'action que nous menons et mènerons énergiquement et qui peut conduire loin *ceux-mêmes qui* loin *ne veulent pas aller ;*

Nous nous associons pleinement à ces paroles et envoyons à nos camarades nos meilleurs saluts et nos meilleurs souhaits.

En Espagne.

20 lignes censurées.

Au Canada.

Londres, 7 décembre. — On télégraphie de Toronto au Times :

« *Le pays est profondément impressionné par l'annonce officielle que le total des pertes canadiennes s'est élevé à* 65.600 *hommes, dont* 10.333 *tués au combat,* 5.400 *morts par suite de blessures ou de maladie et* 47.187 *blessés. Ces chiffres impressionnants ne peuvent qu'influencer l'opinion publique en faveur de la conscription.* »

Cette conclusion est au moins inattendue.

MEMENTO. — Reçu l'*Avvenire Anarchico*, de Pise ; la *Luce*, de Gênes ; le *Libértario*, de la Spezia ; la *Cronaca Sovversiva*, de Lynn (E.-U.), tous intéressants à up titre quelconque. — Vœux et encouragements à tous nos camarades.

Boîte aux lettres

B., à Lyon. — Bien reçu mandat frs 56. Merci.

G. Ragot. — Adressez-vous directement au *Nid Rouge*. Nous n'avons pas leurs œuvres.

L. R. — Reçu votre longue lettre. Recevrons avec plaisir d'autres détails.

V.T. — Bien reçu mandat et billet. Faisons le nécessaire.

Cathelin. — S'il s'agit de réparations urgentes et nécessaires, votre propriétaire a le droit de vous faire quitter le logement que vous occupez ; mais il doit, alors, vous assurer un autre logement.

J.Y., Secteur post. 91. — Nous recevons tous les jours de très nombreuses réclamations au sujet des permissions. Nous savons que, sur ce point, ainsi que sur d'autres, les circulaires ministérielles sont inobservées ou qu'elles le sont arbitrairement. Mais nous n'y pouvons rien et sommes sans influence dans cet ordre de faits.

J. Rousselet, Paris. — Merci bien des excellents avis que nous apporte votre lettre du 29 novembre. S. Faure tâchera d'en faire son profit.

G. M., Secteur 127. — S. Faure forme un dossier considérable de tous les faits et documents qui lui sont signalés dans le même but. Soyez sans crainte : il s'en servira.

Albin C., Lyon. — La Censure refuse de nous laisser publier protestations contre le projet de loi « Jobert ». Nous ne perdrons pas de vue ce projet dont la discussion paraît assez éloignée.

Gauthier, secrétaire de l'Union internationale des ouvriers et des ouvrières de la Soudure autogène. — S. F. vous a écrit à l'adresse que vous lui avez donnée : Gauthier, chez M. Bernand, 34, rue de l'Abbé-Groult, Paris, 15e. La lettre lui a été retournée avec mention « Inconnu ».

L. Biaulet. — 1. Malatesta n'écrit *régulièrement* dans aucun journal italien ; 2. Lisez C.Q.F.D. Vous y trouverez presque chaque semaine des extraits de journaux libertaires d'Italie qui vous prouveront que les anarchistes italiens, sauf de rares exceptions, sont restés fidèles à leurs conceptions d'avant-guerre ; 3. Nous donnerons la semaine prochaine les renseignements que vous nous demandez sur « Demain ».

Un C. D. 06. — Nous ne ferons rien pour que votre salaire, *à vous*, soit augmenté. Nous concevons que la chose vous intéresse ; mais elle nous laisse indifférents. C. Q. F. D. n'est pas fait pour servir des intérêts strictement particuliers.

DANS LES SYNDICATS

LE COMITE DE DEFENSE SYNDICALISTE
REUNION INTERCORPORATIVE

Ordre du jour. — Les syndiqués, réunis en assemblée intercorporasive, le 10 décembre, à la salle de l'Union des Syndicats de la Seine ;

Après avoir entendu les orateurs parlant au nom du Comité de défense syndicaliste ;

Protestent énergiquement contre la déviation du mouvement ouvrier opérée par la majorité confédérale, au mépris des principes syndicalistes et décisions des Congrès d'avant-guerre ;

Déclarent qu'une Conférence des Bourses et Fédérations est insuffisante et ne saurait traduire les sentiments véritables des masses ouvrières organisées ; ils demandent la convocation à bref délai d'un Congrès confédéral ;

20 lignes censurées.

BRIQUETEURS

Réunion générale dimanche 17 novembre, à 8 h. 30, salle Bondy, Bourse du Travail.

Le Secrétaire : GONTIER.

CHARPENTIERS EN FER

Le Bureau syndical porte à la connaissance de tous les corporants qu'à l'occasion du 1er janvier, il sera fait un envoi de fonds supplémentaire à tous les compagnons soldats, aux veuves et aux orphelins et d'un colis aux prisonniers.

Les charpentiers en fer de la Seine et ceux détachés en province sont invités à faire, dans leurs chantiers, dans leur milieu, des collectes pour cette œuvre de solidarité — et d'en adresser le montant, le plus tôt possible, au trésorier du Syndicat.

La permanence n'étant tenue que les jeudis soir et dimanches matin par les secrétaire et trésorier les camarades qui auraient besoin de renseignements urgents pourront, les autres jours, s'adresser au Syndicat des terrassiers.

Dimanche 17 décembre, à 10 heures, réunion du Conseil. Examen de la situation. Action à entreprendre.

Le Secrétaire : J.-J. BOUDOUX.

CHEMISERIE, LINGERIE, FAUX COLS

Assemblée générale, à la Bourse du Travail, salle des Conférences, dimanche prochain 10 courant, à 9 h. du matin.

PAPIER, COLORIS, CARTON

Le Syndicat du Papier, Coloris, Carton, considérant la tenue d'une Conférence des Bourses et Fédérations comme une fumisterie, car si vraiment on ne peut convoquer un Congrès des Syndicats (lesquels, pour la plupart, se sont reconstitués et gardent des relations avec leurs camarades absents), il est au moins aussi impossible de réunir une Conférence reflétant d'une façon, même approximative, les sentiments du prolétariat organisé ; estimant d'autre part que l'ordre du jour de ladite Conférence est parvenu un peu tard pour être étudié sérieusement, vu l'importance des questions y portées ;

Juge que la Fédération de la Lithographie et du Papier n'a pas à participer à la Conférence, et considère les résolutions et décisions de celle-ci comme nulles et non avenues jusqu'à ratification par un Congrès.

PRODUITS CHIMIQUES, CAOUTCHOUC, CELLULOID, SAVONS, HUILES, PARFUMS ET PARTIES SIMILAIRES

Appel aux ouvriers et ouvrières non syndiqués

A vous tous qui travaillez dans une industrie où vos patrons réalisent des bénéfices énormes à vos dépens, pendant que la cherté des vivres est loin d'être en rapport avec vos salaires.

5 lignes censurées.

Camarades !

Il faut réagir, plus de « chacun pour soi » ; ce qu'un ne peut faire, plusieurs l'accomplissent ; donc il est de votre devoir et de votre intérêt de sortir de votre passivité et de votre indifférence, et de venir vous syndiquer pour obtenir des améliorations aux conditions de travail, afin de donner un peu plus de bien-être à vos intérieurs familiaux.

Dans le département de la Seine, plus de 100.000 ouvriers et ouvrières des diverses catégories de produits chimiques sont odieusement exploités, et cela à cause de leur manque de cohésion.

Les lois sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs sont méconnues. L'on emploie toujours le sulfure de carbone dans les usines de caoutchouc, produit nocif au plus haut point. 27 pour cent des ouvriers qui le manipulent sont atteints de la redoutable maladie professionnelle « le sulfocarbonisme » qui compromet pour longtemps sinon pour toujours la capacité de travail.

Dans les usines de pétrole, c'est la « gale du pétrole » qui met dans l'obligation les ouvrières occupées au transvasement du pétrole dans les bidons, d'arrêter le travail. Cela est aussi une maladie professionnelle que les assurances n'ont pas encore voulu reconnaître.

Dans les usines où se fabriquent l'acide *sulfurique* et l'acide *nitrique*, produits extrêmement dangereux, les ouvriers vivent chaque jour sous la menace d'une catastrophe.

Aujourd'hui, si nous voulons que cela cesse, si nous voulons obtenir des garanties pour tous les travailleurs des produits chimiques et pouvoir mettre en demeure les industriels de se conformer aux prescriptions des quelques lois de l'hygiène moderne, il faut que tous les travailleurs des produits chimiques viennent dans leur organisation respective pour envisager les solutions possibles dans le but de mettre un terme à toutes les injustices auxquelles ils sont assujettis depuis trop longtemps.

Le jour où les ouvriers et ouvrières des produits chimiques auront compris qu'il faut être groupés pour être forts, ce jour sera le point de départ d'un mouvement de protestation, principalement contre l'emploi du sulfure de carbone, aussi fort que celui qui, il y a quelque temps, aboutit heureusement à l'interdiction de l'emploi de la céruse.

Les adhésions sont reçues, le dimanche matin, au siège du Syndicat, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris. Des bulletins d'adhésion sont à la disposition des camarades qui enteront la demande.

Pour le Syndicat : BERNAUD, *Secrétaire.*

BREST.— *SYNDICAT DES TRAVAILLEURS REUNIS DU PORT DE BREST*

Réunion importante, le mardi 19 décembre, à 8 h. 30 du soir, à la Bourse du Commerce, place du Champ-de-Bataille. Causerie sur *la Ruche* par un camarade. Les amis de *C. Q. F. D.* et les camarades des organisations ouvrières, de la Libre-Pensée et du Parti Socialiste sont spécialement convoqués.

LYON. — *OUVRIERS TERRASSIERS PUISATIERS, MINEURS, TUBISTES ET POSEURS DE RAILS*

Ordre du jour de la réunion du 3 décembre 1916.

Les camarades terrassiers, boiseurs, puisatiers, mineurs, tubistes et poseurs de rails de Lyon et de la région, réunis à la Bourse du Travail, 39, cours Morand ;

Après avoir entendu la lecture des procès-verbaux des réunions précédentes et les quelques militants de l'organisation, décident de faire une réunion au mois de janvier, avec l'appui d'un camarade du Comité confédéral ou le camarade Frago, s'il veut venir parmi nous, car l'élément étranger se trouve très nombreux en ce moment, et décident de faire toute la propagande nécessaire pour amener un grand nombre de camarades à cette réunion pour reprendre la lutte comme par le passé.

Le Secrétaire : Claude CHAMBÉRON.

NANTES. — *SECTION DES COUVREURS, ZINGUEURS, PLOMBIERS*

MM. les patrons couvreurs-zingueurs, plombiers de la ville de Nantes prétendent que le maximum de salaire demandé ne doit pas dépasser 0 fr. 80 de l'heure, eux ne pouvant porter davantage à MM. les propriétaires. Ils disent que, depuis le commencement de la guerre, les salaires ont augmenté de 1 fr. 50 par jour ; mais ils oublient d'ajouter que si l'on demande 0 fr. 05 de l'heure de plus qu'ils nous offrent, les denrées, elles, ont subi une augmentation de 50 pour cent.

Ce qui fait que ce conflit va durer probablement plusieurs semaines. Mais les camarades sont résolus à rester en grève jusqu'à parfaite satisfaction.

POTIER, *Secrétaire.*

CONVOCATIONS

Nous rappelons aux camarades que les convocations doivent toujours nous parvenir AVANT LE MARDI SOIR, *dernier délai, pour paraître dans le numéro de la semaine.*

XVIIIe

GROUPE SCIENTIFIQUE. — Samedi, 8 heures très précises, Salle Ferrari, 37, rue des Abbesses : Causerie par *Génold* sur *La Littérature des Concierges*. Prière d'être exact.

XVIIe et XVIIIe ARRONDISSEMENTS, CLICHY ET SANT-OUEN. — Réunion du groupe *Les Amis de C. Q. F. D.*, le mercredi 20 décembre, à 8 heures précises du soir. Exposé de son livre : *Le Monde régénéré par l'Humanité*, par le camarade Boleslas Gogevosky.

Prière aux amis de venir nombreux et d'être exacts.

GRUPO ESPANOL. « AMIGOS DE C.Q.F.D. ». — Reunion Domingo 17 decembre, à la tres de la tarde, rue Edouard-Manet, 17 ; Conferencia por un companero : « *El trabajo y la explotacion de la mujer.* »

PANTIN ET LES ENVIRONS

Les Amis de C. Q. F. D. de Pantin et des environs se réuniront dimanche 17 décembre, à 2 h. 1/2 précises, café Thomas, au coin des rues de Paris et Delisy, à Pantin-Centre.

Un camarade fera une causerie.

BREST

Les Amis de C. Q. F. D. convoquent tous les militants de Brest et notamment les membres des organisations ouvrières, du P. S. U. et de la Libre-Pensée, à l'importante réunion qui aura lieu, le mardi 19 décembre, à 8 h. 1/2 du soir, à la Bourse du Commerce, place du Champ-de-Bataille. Causerie par un camarade sur « *La Ruche.* »

CHALONS-SUR-MARNE

Les Amis de C. Q. F. D. se réuniront le dimanche 17 décembre à 3 h. de l'après-midi au « Rendez-vous des pêcheurs », chemin du barrage.

LA PYRAMIDE-TREŁAZE

Les Amis de *Ce qu'il faut dire...* les Socialistes et Syndicalistes sont invités à la réunion le dimanche 17 décembre, à 14 heures, chez le camarade Polymi, cafetier au Tellière.

ENTRE NOUS

CAMARADE du Havre voudrait connaître autre camarade au Havre.

UN CAMARADE désire entrer en relation avec un syndiqué ou syndiqué avant la mobilisation, tailleur de limes de Paris ou la banlieue. Passer au journal.

CAMARADE vendrait mobilier complet, salamandre, tables, chaises, armoire, vaisselle, etc. Passer au journal.

ROCHEFORT-sur-MER. — Camarade voudrait entrer en relation avec un camarade de Rochefort.

SUD DE L'ALGERIE. — Adresses de camarades habitant le sud de l'Algérie sont demandées par camarade pour renseignements sur vie dans ces régions et échanges de cartes portales.

OCCASION. Un camarade dans la gêne vendrait *Le Maroc pour Tous*, par L. Cros. Etat de neuf. 2 fr. 50 au lieu de 4 fr. S'adresser à L. P., chez Mauricius, 2, impasse Girardon.

SOUSCRIPTIONS

Albert N., à Paris, 1 fr. ; B., à Châtellerault, 1 fr. ; C. T., au Havre, 0,60 ; M. L., à Pierraumont, 0,20 ; R. à Quincié, 0,50 ; par B., à Montceau, 3 fr. ; D., à Châlons, 0,70 ; Germain L., 0,30 ; R., à Toulon, 1 fr. ; Allart, à G., 2,20 ; B. à Angy, 5 fr. ; L. R., à Dieppe, 0,60 ; O. P., à Meudon, 2,50 ; G., à Ablon, 2 fr. ; Six copains ne déjeunant pas chez Paquelot, 6 ; G. R., 0,95 ; R., à Rochefort, 0,80 ; D. à Lyon, 0,60 ; P., à G. C., 3 fr. ; C. à Thenay, 0,60 ; Nicolet, 0,60 ; En achetant de la librairie, 0,20 ; Lemailli, 0,50 ; Payel, 0,25 ; Un libertaire, 0,80 ; Jojo, 1 fr. ; Un groupe de camarades du boulevard de la Gare (13e), 6,75 ; Julia, 0,75 ; Jacquemain, 0,50 ; En achetant « Je l'Ai », 1 fr. ; Veribois, 1 fr. ; Huchedé, 1 fr. ; Durand, 0,50 ; Toujours le même, 2 fr. ; Pazat Louis, 2 fr. ; Thabeau, 1 fr. ; Chevallier, 0,75 ; Ducourtioux, 0,75 ; Roullin, 1 fr. ; X., 0,50 ; En achetant « Je l'Ai », 0,75 ; Nègre, 0,90 ; Henri et Jacques, 5 fr. ; Lhenry, 0,75 ; Lucien Foullet, 2 fr. ; Querrignan, 0,40 ; Perrin, tourneur, 2 fr. ; Léon Menu, 0,65 ; Avenet, 0,50 ; En achetant « Je l'Ai », 0,25 ; Une amie, 0,50 ; Ameilla, 0,25 ; Mme Georges, 1,50 ; X., 0,25 ; En achetant « Je l'Ai », 0,50 ; Grenet, 0,75 ; Gillot, 0,50 ; Je m'en fous..., 1,50 ; Bagatskoff, 2 fr. ; En achetant « Je l'Ai », 0,75.

Total de la présente liste	79 20
Total des listes précédentes	1.962 45
Total Général	2.041 65

Le gérant : SEBASTIEN FAURE.

FÉDÉRATION DU LIVRE — MARQUE SYNDICALE — PARIS-2e SECTION

Travail exécuté par des ouvriers payés au tarif syndical.

IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Dangon)
123, rue Montmartre, Paris (2e)
Georges DANGON, Imprimeur.

ACHETEZ TOUS VOS LIVRES ET TOUTES VOS BROCHURES

à la Librairie de *" Ce qu'il faut dire "*

Nous nous chargerons bien volontiers du soin de procurer aux groupements et aux camarades qui nous le demanderont une bibliothèque rationnellement composée.

Quiconque désire avoir une bibliothèque comprenant les livres et brochures les plus utiles à l'acquisition des connaissances que doit posséder un militant n'a qu'à s'adresser à notre *service de librairie.*

Il peut, à son gré, nous indiquer les ouvrages qu'il veut avoir ou nous laisser le soin de composer, pour lui, sa bibliothèque. Dans ce dernier cas, il n'a qu'à faire son choix entre les 10 Bibliothèques que nous avons formées. Elles sont numérotées de 1 à 10 et coûtent, de 12 fr. 50 à 180 francs.

Nous nous engageons à fournir ainsi une petite bibliothèque variée, éducative, de lecture intéressante et agréable.

Les Coopératives, les Syndicats, les Bourses du Travail, les Groupes de Libre Pensée et tous les Groupements d'avant garde se verront de la sorte grandement faciliter leur travail d'éducation et de propagande.

Notre catalogue est établi. Il comprend tous les livres et brochures que nous avons dans nos bureaux et pouvons livrer immédiatement.

Ce catalogue, tiré à part, est envoyé gratuitement à tous nos abonnés et à tous les lecteurs qui nous le demandent.